

**SOUS EMBARGO JUSQU'AU MERCREDI 10 SEPTEMBRE 2008 -  
00:01 GMT**

# De l'état d'urgence à la reconstruction

## Faciliter la transition en Ouganda du Nord

Malgré l'absence d'un accord de paix final, on assiste à une profonde amélioration de la sécurité dans l'Ouganda du Nord, ravagé par la guerre. Cette situation permet aux civils déplacés de retourner chez eux et a transformé l'environnement humanitaire mis en place. Une transition est en cours, qui va de l'assistance procurée par les agences internationales au redressement opéré par le gouvernement. Mais cette mutation génère de nouveaux défis pour les Ougandais du Nord et une confusion institutionnelle parmi les acteurs qui les aident à reconstruire leur vie. Après des dizaines d'années de conflits et de marginalisation, il est de la plus haute importance que le gouvernement ougandais et ses partenaires internationaux instaurent la paix dans le Nord au moyen d'un processus de redressement complet et coordonné.



ressources. Mais sa mise en œuvre n'a débuté que le 1<sup>er</sup> juillet 2008 et personne ne sait encore quel sera son impact sur le terrain. Pendant ce temps, les Nations Unies ont rencontré des difficultés à articuler leur stratégie de transition et la façon dont ses agences soutiendront les structures gouvernementales.

Le gouvernement devra jouer un rôle de premier plan par rapport au développement durable dans le Nord et il devra renforcer de manière significative sa capacité à assurer les services, la sécurité et la justice pour tous. Les agences internationales doivent accepter de ne plus avoir la même marge de manœuvre qu'en temps de crise et doivent faire en sorte que les progrès du gouvernement soient une priorité.

Ayant souffert des conséquences d'une insurrection brutale et d'un déplacement forcé, les Ougandais du Nord aspirent maintenant à une paix tangible. C'est non seulement un impératif humanitaire mais aussi la manière la plus efficace de briser le cycle des conflits dans la région.

Ce document examine le processus du retour, les nouveaux défis qui en résultent et les efforts du gouvernement et de ses partenaires pour aborder les nouveaux besoins de la population. Il se fonde sur des interviews menées avec des représentants des gouvernements centraux et locaux, des agences des Nations Unies, des gouvernements donateurs et des ONG, ainsi que sur les résultats d'une série de discussions de groupes menées dans quatre camps et sites de transit d'IDP.<sup>1</sup> La recherche, menée en mai et juin 2008, se concentre sur l'Acholiland, la région la plus affectée par le conflit et où le processus du retour a été le plus lent.

## Faciliter la transition en Ouganda du Nord

Après avoir rencontré de nombreux acteurs à Kampala et dans le Nord, Oxfam préconise que le gouvernement ougandais et ses partenaires:

### **Améliorent la sécurité:**

- En restant engagés à résoudre le conflit pacifiquement et en continuant d'adhérer à la convention de cessation des hostilités;
- En lançant un programme de réforme complète de la police, soutenu techniquement et financièrement par des donateurs, et dont le but sera:
  - d'éradiquer la corruption et de faire en sorte que les abus fassent l'objet d'enquêtes et de sanctions appropriées;
  - d'offrir une formation adéquate à l'entièreté du personnel de police, y compris les « Agents de police spéciaux » (SPC), en se penchant tout particulièrement sur les droits humains et la violence de genre;
  - d'assurer avec diligence le paiement des salaires et la fourniture des ressources nécessaires au personnel policier dans l'exercice de ses fonctions;
  - d'encourager le recrutement d'officiers de police de sexe féminin;

- En abordant de manière urgente, et par des moyens non militaires, les problèmes relatifs à la paix, au développement et à l'autorité de la loi dans les districts environnants.

#### **Soutiennent le retour volontaire:**

- En ne forçant pas les IDP à se déplacer et en ne leur donnant pas l'impression que l'assistance humanitaire est un moyen de pression pour qu'ils quittent les camps;
- En intensifiant les efforts destinés à procurer les services sociaux de base dans les sites de retour en accord avec « l'approche paroissiale » tout en continuant à fournir une assistance dans les camps. Le gouvernement et les ONG devraient continuer à impliquer les communautés dans la fourniture des services afin d'en assurer la durabilité;
- En facilitant la réimplantation par la distribution d'équipement qui inclue des semences, des outils agricoles et du matériel de cuisine afin de soutenir l'autogestion;
- En procurant une assistance ciblée aux personnes vulnérables, en particulier aux victimes de rapt, aux orphelins, aux veuves et aux personnes âgées et moins-valides. Ceci pourrait inclure, entre autres, l'assistance à la construction de refuges, la création de moyens de subsistance alternatifs, la protection du droit à la terre et la prévention de la violence de genre;
- En garantissant la liberté de choix aux IDP qui désirent rester dans les anciens camps et en les assistant dans la mesure du possible, tout en respectant la *Politique nationale en faveur des personnes déplacées* et les directives liées à la suppression progressive des camps;
- En réduisant la possibilité de conflits terriens par le renforcement des mécanismes légaux formels comme les tribunaux et par l'implication des structures claniques traditionnelles afin d'éviter des processus parallèles. Une meilleure information publique sur le droit foncier des citoyens devrait également être diffusée, particulièrement auprès des femmes et dans les foyers dirigés par des enfants.

#### **Soutiennent le redressement durable mené par le gouvernement:**

- En garantissant que les gouvernements centraux et locaux dirigent véritablement le processus du redressement:
  - grâce à la coordination et l'alignement des activités des agences internationales et des ONG avec les priorités des gouvernements centraux et locaux, comme prévu dans les plans de développement du district;
  - par le développement des compétences des gouvernements centraux et locaux afin qu'ils soient dans une position qui leur permette non seulement de coordonner ces activités mais

également de fournir les services de base et d'attirer tout particulièrement des fonctionnaires qualifiés;

- au moyen de donations adéquates, flexibles et opportunes destinées aux programmes humanitaires et à ceux liés au redressement;
- par la mise en place de la stratégie de transition des Nations Unies ainsi que par l'amélioration de la coordination interne et des activités liées au redressement. Priorité devrait être donnée au développement des compétences du gouvernement.

**Promeuvent la réconciliation nationale:**

- En restant fidèles aux accords signés lors du processus de paix de Juba et en les appliquant;
- En soumettant à la justice les membres du personnel de sécurité qui enfreignent les droits humains.

---

<sup>1</sup> Près de quarante interviews individuelles ont été menées à Kampala et dans les districts de Kitgum, Gulu et Pader dans l'Acholiland. Des discussions de *focus groups* impliquant plus d'une centaine d'IDP ont également été menées dans quatre camps des mêmes districts (le camp Mucwini et le camp satellite Akara à Kitgum; le camp Paicho à Gulu et le camp Acholibur à Pader). Pour des raisons de confidentialité, les noms des personnes interviewées ne sont pas mentionnés.

© Oxfam International, septembre 2008

Ce document a été rédigé par Maya Mailer. Oxfam remercie les personnes suivantes pour leur assistance dans sa réalisation: Maria-Lovence Tusingwire Jorgensen et Savio Carvalho Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Le texte peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés.

Courriel: [publish@oxfam.org.uk](mailto:publish@oxfam.org.uk)

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter :  
[advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org).

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

**Oxfam International** est une confédération de 13 organisations qui travaillent ensemble dans plus de 100 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice.

<p><b>Oxfam America (Etats-Unis)</b> 226 Causeway Street, 5th Floor Boston, MA 02114-2206, (Etats-Unis) Tél: +1 617-482-1211 (Toll-free +1 800-77-OXFAM) E-mail: info@oxfamamerica.org www.oxfamamerica.org</p>	<p><b>Oxfam Hong Kong</b> 17/fl., China United Centre, 28 Marble Road, North Point, Hong Kong Tél: +852 2520 2525 E-mail: info@oxfam.org.hk www.oxfam.org.hk</p>
<p><b>Oxfam Australia</b> 132 Leicester St., Carlton, Victoria 3053, Australie Tél: +61 3 9289 9444 E-mail: enquire@oxfam.org.au www.oxfam.org.au</p>	<p><b>Intermón Oxfam (Espagne)</b> Roger de Llúria 15, 08010, Barcelone, Espagne Tél: +34 902 330 331 E-mail: info@intermonoxfam.org www.intermonoxfam.org</p>
<p><b>Oxfam-in-Belgium</b> Rue des Quatre Vents 60, 1080 Bruxelles Belgique Tél: +32 2 501 6700 E-mail: oxfamsof@oxfamsof.be www.oxfamsof.be</p>	<p><b>Oxfam Ireland</b> Bureau de Dublin, 9 Burgh Quay, Dublin 2, Irlande Tel: +353 1 635 0422 Bureau de Belfast, 115 North St, Belfast BT1 1ND, Royaume-Uni Tél: +44 28 9023 0220 E-mail: communications@oxfamireland.org www.oxfamireland.org</p>
<p><b>Oxfam Canada</b> 250 City Centre Ave, Suite 400, Ottawa, Ontario, K1R 6K7, Canada Tél: +1 613 237 5236 E-mail: info@oxfam.ca www.oxfam.ca</p>	<p><b>Oxfam New Zealand</b> PO Box 68357, Auckland 1145, Nouvelle Zélande Tél: +64 9 355 6500 (Toll-free 0800 400 666) E-mail: oxfam@oxfam.org.nz www.oxfam.org.nz</p>
<p><b>Oxfam France - Agir ici</b> 104 rue Oberkampf, 75011 Paris, France Tél: +33 1 56 98 24 40 E-mail: info@oxfamfrance.org www.oxfamfrance.org</p>	<p><b>Oxfam Novib (Pays Bas)</b> Mauritskade 9, Postbus 30919, 2500 GX, La Haye, Pays Bas Tél: +31 70 342 1621 E-mail: info@oxfamnovib.nl www.oxfamnovib.nl</p>
<p><b>Oxfam Germany</b> Greifswalder Str. 33a, 10405 Berlin, Allemagne Tél: +49 30 428 50621 E-mail: info@oxfam.de www.oxfam.de</p>	<p><b>Oxfam Québec</b> 2330 rue Notre Dame Ouest, bureau 200, Montréal, Quebec, H3J 2Y2, Canada Tél: +1 514 937 1614 E-mail: info@oxfam.qc.ca www.oxfam.qc.ca</p>
<p><b>Oxfam GB</b> Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni Tél: +44 1865 473727 E-mail: enquiries@oxfam.org.uk www.oxfam.org.uk</p>	

**Secrétariat d'Oxfam International:** Suite 20, 266 Banbury Road, Oxford, OX2 7DL, Royaume-Uni  
Tél: +44 1865 339100. E-mail: information@oxfaminternational.org. Site Web: www.oxfam.org

**Bureaux de plaidoyer Oxfam International:**

E-mail: advocacy@oxfaminternational.org

**Washington:** 1100 15th St., NW, Suite 600, Washington DC 20005-1759, Etats-Unis

Tél: + 1 202 496 1170

**Brussels:** Rue Philippe le Bon 15, 1000 Bruxelles, Belgique

Tél: + 32 2 502 19 41

**Geneva:** 15 Rue des Savoises, 1205 Genève, Suisse

Tél: + 41 22 321 2371

**New York:** 355 Lexington Avenue, 3rd Floor, New York, NY 10017, Etats-Unis

Tél: + 1 212 687 2091

**Organisations liées a Oxfam.** Les organisations suivantes sont liées à Oxfam International:

**Oxfam Japan** Maruko bldg. 2F, 1-20-6, Higashi-Ueno, Taito-ku, Tokyo 110-0015, Japon

Tél: +81 3 3834 1556. E-mail: info@oxfam.jp Site Web: www.oxfam.jp

**Oxfam Trust in India** B - 121, Second Floor, Malviya Nagar, New Delhi, 1100-17, Inde  
Tél: +91 11 2667 3 763. E-mail: info@oxfamint.org.in Site Web: www.oxfamint.org.in  
**Bureau de Campagne d'Oxfam International et d'Ucodep** Via Masaccio, 6/A 52100 Arezzo,  
Italia, Tél: +39 0575 907826,  
Fax: +39 0575 909819, Email: ucodep-oi@oxfaminternational.org, Site web:  
http://www.ucodep.org

**Membre observateur d'Oxfam.** L'organisation suivante, actuellement membre observateur  
d'Oxfam International, travaille vers une possible affiliation complète:

**Fundación Rostros y Voces (México)** Alabama 105, Colonia. Nápoles, Delegacion Benito Juarez,  
C.P. 03810 Mexique, D.F.  
Tél:/Fax: +52 55 687 3002. E-mail: comunicacion@rostrosyvoces.org Site Web:  
www.rostrosyvoces.org

Published by Oxfam International September 2008

Published by Oxfam GB for Oxfam International under ISBN 978-1-84814-403-3